

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



DELIBERATION 2012-034

Autorisation donnée au Président de signer un avenant n°3 au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, portant sur l'accueil des usagers et sur le déploiement des infrastructures

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert *Autolib'*,

Vu les statuts du syndicat mixte *Autolib'*,

Vu le contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signé le 25 février 2011,

Vu l'avenant n°1, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 10 février 2012,

Vu l'avenant n°2, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 10 février 2012,

Vu le projet d'avenant n°3 joint, au contrat de délégation de service public susvisé, signé le 10 février 2012,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique : Le Président est autorisé à signer le projet d'avenant n°3 au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, portant sur l'accueil des usagers et sur le déploiement des infrastructures, joint en annexe à la présente délibération.

Le Président du Comité syndical

Julien Bargeton

Avenant n°3

au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Entre,

Le Syndicat Mixte Autolib', dont la création a été autorisée par l'arrêté 2009-192-1 du Préfet de la Région Ile-de-France, Préfet de Paris, ayant son siège 16, rue de la Banque 75002 Paris, représenté par Monsieur Julien Bargeton, Président dûment habilité aux fins des présentes, suivant la délibération du Comité Syndical en date du 5 juillet 2012, ci-après dénommé le « **Concédant** »,

D'une part,

et **Société Autolib**, Société par Actions Simplifiée au capital de 40 040 000€, enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 493.093.256, dont le siège social se trouve 23, rue du Professeur Victor Pauchet, 92420 Vaucresson, représentée par Monsieur Gilles ALIX, Président, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé le « **Concessionnaire** »,

D'une autre part,

Le Concédant et le Concessionnaire sont dénommés les « **Parties** » et chacun individuellement, une « **Partie** »,

Préambule

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci après «la Convention»).

Une phase de test du service s'est déroulée entre le 1^{er} octobre et le 4 décembre 2011.

Conformément à la Convention, en particulier l'Annexe A8-19 à la Convention portant sur les principes et les modalités de mise en œuvre de la garantie de bonne exécution et prévoyant les engagements et les garanties apportées par Bolloré, le Concédant et le Concessionnaire se sont réunis le dernier jour de la Phase 1 du Service et ont consigné dans un procès-verbal, signé contradictoirement, l'atteinte des Objectifs Clés du Service tels que définis à l'article 1.1.5 de l'Annexe A8-19 précitée.

Le Service a donc pu être ouvert selon les dispositions de la Convention le 272ème jour suivant la date de Notification de la délégation de service public.

Un avenant à la Convention (Avenant n°1 à la Convention) a été signé entre le Concédant et le Concessionnaire le 24 février 2012.

La Convention prévoit également qu'au début de la Phase 2, le Concédant et le Concessionnaire se réunissent à nouveau afin de constater et de consigner dans un procès-verbal, signé contradictoirement, si les conditions prévues par la Convention et ses Annexes pour l'ouverture de la Phase 2 sont réunies.



Le 31 mai 2012, dernier jour de la Phase 1, le Concédant et le Concessionnaire, se sont donc réunis aux fins de consigner dans un procès-verbal l'atteinte des Objectifs Clés du Service prévus pour l'ouverture la Phase 2.

Par ledit procès-verbal, le Concédant et le Concessionnaire ont reconnu que le Concessionnaire avait rempli ses engagements en ce qui concerne la mise à disposition d'un nombre minimum de BLUECAR et de Stations à la date de début de la Phase 2, à savoir :

- L'objectif de livraison de 1740 véhicules Autolib' (Bluecar) a été rempli selon les conditions de la Convention, ses Annexes et du courrier du Concédant à Monsieur Gilles ALIX du 22 mai 2012 proposant au Concessionnaire de déployer un nombre de véhicules en cohérence avec le nombre de places disponibles et de stocker à part le cas échéant, le reste des véhicules immatriculés et affectés au Service ;
- Le Concessionnaire a rempli ses engagements de mise en service d'un nombre minimum de Stations tel que prévu à l'article 14.1.3 de la Convention modifié par l'article 5 de l'Avenant n°1 à la Convention et tenant compte de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, selon le courrier du Concédant à Monsieur Gilles ALIX du 15 mai 2012 et celui de Monsieur Gilles ALIX à Monsieur Sylvain MARTY du 30 mai 2012, à savoir 515 Stations.

Par lettre en date du 13 juillet 2012, Monsieur Gilles ALIX a informé Monsieur Marcelino PERA que 64 Stations qui n'avaient pu être livrées à la date du 30 mai 2012 pour des motifs non imputables au Concessionnaire le furent le 21 juin 2012 et que 66 Stations faisaient l'objet de reports non imputables également au Concessionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Avenant n°1 à la Convention, il est stipulé que le solde des Stations en voirie, ajusté des éventuels reports et annulations non imputables au Concessionnaire devra être livré au 1er octobre 2012.

Le Concédant a admis que 683 Stations devaient être livrées à la date du 1er octobre 2012 en tenant compte des causes extérieures indépendantes de sa volonté.

A la date du 1er octobre 2012, 683 Stations en voirie ont été livrées, le solde étant retardé pour des raisons non imputables au Concessionnaire.

Par ailleurs, selon les dispositions de l'article 2 de l'Avenant n°1 à la Convention, le nombre d'Espaces est de 40 à Paris et de 50 en banlieue, ces nombres pouvant être réduits à 33 à Paris et à 45 en banlieue sous réserve que des bornes d'abonnement soient installées en compensation dans des lieux publics en nombre au moins égal et en veillant à la cohérence du maillage.

Il apparaît que sur les 683 Stations en voirie devant être livrées par le Concessionnaire au 1er octobre 2012, un certain nombre d'Espaces n'a pu être réalisé en raison soit d'impossibilité technique, soit de rejets de dossiers d'instruction technique, soit de réajustement à la baisse par certaines communes membres du Concédant du nombre d'Espaces à implanter sur leur domaine.

Il en résulte que 36 Espaces ont été livrés en phase 1 (5 décembre 2011) et 28 autres ont été livrés à la date du 1er octobre 2012, soit au total 64 Espaces à la date du 1er octobre 2012.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'Avenant n°1 à la Convention, il a été prévu que le calendrier de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie, soit d'une part, de 100 Stations livrables au 1er octobre 2012 et d'autre part, que le solde soit livré au 1er juin 2013.

Par courriers en date des 2 août 2012 et 21 septembre 2012 ainsi qu'au travers des Comités de Pilotage (« COPIL ») réunissant le Concédant et le Concessionnaire, ce dernier a rappelé qu'en 2011, les Parties partageaient des préoccupations légitimes quant à l'incertitude de l'encadrement législatif et réglementaire relatif au déploiement des points de recharge de véhicules électriques en milieux confinés qui aurait pu restreindre voire interdire l'installation de Stations sur les Périmètres hors voirie.

6/12

Suite à la publication le 20 juin 2011 par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement d'une série de recommandations, il s'avéra que les conditions économiques de réalisation des Stations sur les Périètres hors voirie n'étaient plus acceptables tout en progressant vers un niveau de complexité de réalisation qui n'existait pas auparavant.

Le préambule de l'Avenant n°1 à la Convention en fait état avec clarté en ces termes :

« Au mois de juin 2011, le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement a publié sur son site internet une série de recommandations applicables au déploiement de points de recharge de véhicules électriques en milieux confinés. Ces recommandations rendaient impossible l'installation de Stations Autolib' en parcs de stationnement souterrain à des conditions économiquement acceptables.

Après une discussion approfondie avec l'ensemble des acteurs de la filière (constructeurs automobiles, exploitants de parcs de stationnement souterrains, gestionnaires de flotte de véhicules électriques), les services de l'Etat ont décidé de procéder à une analyse du risque présenté par les véhicules électriques en cas d'incendie de la batterie ou du véhicule. Des tests ont été menés aux mois d'octobre et de novembre 2011. Les véhicules et les batteries utilisés pour le service Autolib' ont été soumis à l'ensemble des tests par des experts indépendants.

Les résultats ont démontré que la dangerosité des véhicules électriques était tout à fait comparable à celle des véhicules thermiques de même gabarit et que les recommandations publiées par le Ministère n'étaient pas nécessaires. Toutefois, en application du principe de précaution, et compte tenu de la nouveauté des risques induits par les véhicules et les batteries électriques, les services de l'Etat ont souhaité maintenir une partie des recommandations à titre prudentiel. Ces dernières, si elles n'empêchent plus la réalisation de l'ensemble des Stations, renchérissent tout de même leur coût de réalisation et rendent très complexe la réalisation de certaines d'entre elles, notamment celles qui étaient prévues dans les parcs de stationnement non ouverts au public ou dans les parcs les plus vétustes. »

La Commission Centrale de Sécurité a publié un document daté du 2 février 2012 intitulé cahier des charges relatif à l'installation d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables dans les parcs de stationnement couverts recevant du public ou intégrés à un immeuble de grande hauteur. Ce document a posé de nouvelles règles et des restrictions techniques quant à l'installation de Stations Autolib' en milieu confiné notamment.

Après signature de l'Avenant n°1 à la Convention et suite à la connaissance du contenu du cahier des charges précité, le Concessionnaire a procédé à l'élaboration puis au lancement le 20 février 2012 de l'appel d'offres travaux aux entreprises imposé notamment par le décret n°2010-406 du 26 avril 2010 relatif aux contrats de concession de travaux publics et portant diverses dispositions en matière de commande publique.

Le Concessionnaire et le Concédant se sont ensuite concertés début mars 2012 afin d'étudier les conditions de réalisation de certains parcs et de retenir un maillage cohérent de parcs avec les Stations en voirie réalisées ou programmées.

Puis, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'avenant n°1 à la Convention et aux dispositions du Cahier des charges, le Concessionnaire a procédé à une analyse approfondie parc par parc afin de mesurer la faisabilité de l'installation de Stations sur les Périètres hors voirie.

A cet effet, le Concessionnaire a entrepris des démarches actives auprès des exploitants de Périètres hors voirie afin de déterminer les conditions juridiques, techniques et financières pour

permettre l'installation d'une Station.

Or, le 30 juillet 2012, lors d'une réunion qui s'est tenue à la Mairie de Paris et à laquelle le Concédant et le Concessionnaire ont assisté, ces derniers ont pris note des positions prises par l'Architecte en Chef de la Commission de Sécurité de la Préfecture de Police qui ont remis en cause les capacités du Concessionnaire à réaliser des Stations sur les Périmètres hors voirie dans les délais fixés à l'article 10 de l'Avenant n°1 à la Convention.

Par courrier en date du 2 août 2012, le Concessionnaire a informé le Concédant des conséquences de ces positions sur le planning de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie.

Néanmoins, dans l'intervalle, le Concessionnaire a poursuivi ses discussions avec plusieurs exploitants de parkings en réexaminant à l'aune des nouvelles positions prises par la Commission de Sécurité la faisabilité d'installation d'une Station. Au 28 août 2012, 114 parcs avaient fait l'objet de visites techniques.

Au surplus, un grand nombre d'exploitants de Périmètres hors voirie n'ont pas encore à ce jour entamé des discussions avec le Concessionnaire malgré ses invitations.

Le 12 septembre 2012, le Concessionnaire informait par courrier le Concédant du nombre de parkings pour lesquels une visite approfondie avait été réalisée et du retard certain de livraison de Stations pour la date 1er octobre 2012 consécutivement notamment au délai d'examen des dossiers d'autorisation par la Commission de Sécurité dont il convient de rappeler que la présentation est du ressort exclusif de l'exploitant du parking concerné.

Le Concessionnaire dans ledit courrier informait le Concédant que compte tenu des événements extérieurs et indépendants de sa volonté, il était empêché d'atteindre l'objectif de livraison de 100 Stations sur les Périmètres hors voirie à la date du 1er octobre 2012.

Ayant reconnu les diligences et efforts du Concessionnaire pour tenter de parvenir à l'objectif de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie tel que fixé dans l'Avenant n°1 à la Convention ainsi que le caractère non imputable de ces événements au Concessionnaire, le Concédant a exprimé son souhait qu'une redéfinition des objectifs de réalisation puisse être effectuée.

Le Concédant et le Concessionnaire se sont donc réunis aux fins de consigner dans le présent avenant l'atteinte des objectifs de réalisation des Stations en voirie et hors voirie.

Il est précisé que les termes employés par le présent avenant ont le sens qui leur est donné par la Convention et ses Annexes.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit entre les Parties :

Article 1 : Nombre de stations ou espaces en voirie

La livraison du solde des stations en voirie n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 1er octobre 2012 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 200 Stations en voirie, est reportée à la date du 1er juin 2013 sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant ladite livraison.

Article 2 : Stations hors voirie

La livraison des 100 Stations sur les Périmètres hors voirie prévue initialement au 1er octobre 2012 est reportée au 1er juin 2013, étant précisé que :

20 Stations seront réalisées au minimum avant le 31 décembre 2012,

45 Stations seront réalisées au minimum au 31 mars 2013,
Le solde au 1^{er} juin 2013,

sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant ladite livraison.

En outre et compte tenu des incertitudes et des contraintes extérieures et non imputables au Concessionnaire, les Parties se rencontreront à la date du 31 mai 2013 pour convenir d'un planning de réalisation du solde des Stations sur les Périmètres hors voirie.

Article 3 : Nombre d'espaces

La livraison du solde des Espaces n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 1er octobre 2012 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 14 Espaces, est reportée à la date du 1er juin 2013, étant précisé que seront livrés au moins un Espace dans chaque arrondissement parisien et au moins un Espace dans chaque commune membre du Concédant sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant ladite livraison.

Article 4 : Centre d'accueil

Le centre d'accueil Autolib situé rue Edouard VII à Paris fonctionne de 8h00 à 20h00 et est ouvert du lundi au samedi.

Fait en 4 exemplaires originaux,

A Paris, le 27 NOV. 2012

Pour le Concédant

A blue ink signature consisting of stylized, overlapping letters, likely 'JB', written in a cursive style.

Monsieur Julien Bargeton

A Vaucluse, le 28/11/2012

Pour le Concessionnaire

A black ink signature consisting of a series of loops and strokes, likely 'G. ALIX', written in a cursive style.

Monsieur Gilles ALIX

